



COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

VINGTIÈME SESSION

INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION EPHYTO DE LA CIPV ET ÉTAT DE LA QUESTION DE LA GOUVERNANCE

POINT 13.1.1 DE L'ORDRE DU JOUR

(Document établi par le secrétariat de la CIPV)

Introduction

[1] L'harmonisation de l'échange électronique de données fait partie des huit éléments du programme de développement du Cadre stratégique de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) pour 2020-2030. Elle suppose de mener les activités suivantes:

- mettre en place la plateforme ePhyto de la CIPV en tant que système international d'échange d'informations relatives aux certificats phytosanitaires électroniques;
- achever l'établissement du système national ePhyto générique (GeNS) de la CIPV pour la production, l'envoi et la réception d'informations relatives aux certificats phytosanitaires électroniques;
- le cas échéant, aider les parties contractantes à mettre en œuvre la plateforme ePhyto et le GeNS;
- étudier l'éventuelle possibilité d'intégrer d'autres bases de données à la plateforme ePhyto ou de les associer aux exigences en matière de certification électronique;
- mettre en place des projets pilotes pour élaborer ou améliorer des systèmes électroniques;
- établir un modèle de financement pérenne et mettre en œuvre un mécanisme transparent et efficace de mobilisation de ressources pour appuyer le programme ePhyto.

[2] Le programme de travail concernant cet élément du programme de développement, actuellement en phase d'exécution – les deux premières activités ayant été menées à bien –, vise à permettre aux organisations nationales pour la protection des végétaux (ONPV) d'échanger des certificats ePhyto¹ sans risque et de manière sécurisée et efficace, de créer des débouchés et de produire des améliorations tout en fournissant un service fiable et stable. Son exécution progresse conformément au plan de mise en œuvre².

Informations actualisées sur la situation

[3] Au 30 novembre 2025, 148 pays au total étaient enregistrés sur la plateforme de la solution ePhyto de la CIPV, soit 11 pays de plus que l'année dernière (Malawi, Türkiye, Somalie, Botswana, Comores, Eswatini, Zimbabwe, Lesotho, Angola, République de Moldova, Liban). Parmi eux, 98 pays, soit 6 pays de plus (Ukraine, Kazakhstan, Japon, El Salvador, Angola, Azerbaïdjan), échangeaient activement des certificats ePhyto. Le système traite actuellement une moyenne de deux cent cinquante

¹ Certificats phytosanitaires électroniques.

² [12 SPG 2018 Oct Rev 01 ePhyto strategic implementation plan 201 2023-2018-09-26.pdf](#) (en anglais).

mille (250 000) certificats ePhyto par mois, ce qui assure des économies chiffrables et des optimisations indirectes de ressources pour les pays, les organismes, les négociants et les opérateurs³.

[4] En 2025, 72⁴ parties contractantes ont été encouragées, à la 18^e session de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), à fournir des contributions volontaires et 22 d'entre elles ont agi en ce sens. Seule environ la moitié de l'objectif indicatif général de 1 263 000 USD a été atteint, ce montant permettant uniquement de couvrir les coûts de maintenance jusqu'à la fin 2027. Le document spécifique proposant une révision des tarifs, calculés sur la base des **données de 2025** les plus récentes, a été établi au titre du **point 13.1.3** de l'ordre du jour de la 20^e session de la CMP (2026), qui porte sur le **modèle de financement de la solution ePhyto de la CIPV**.

[5] Compte tenu des ressources disponibles ainsi que du développement constant des services ePhyto, de leur adoption et de leur rôle essentiel dans les échanges commerciaux, le secrétariat de la CIPV a revu le plan de travail et la structure de l'équipe chargée de la solution ePhyto, afin de veiller à la mise en œuvre la plus efficace et la meilleure possible des activités de l'élément du programme de développement, ainsi qu'à la concrétisation de ses objectifs. Il s'agit notamment de former une équipe spécialisée, assurant une gestion proactive et fiable des projets et des budgets; de mettre en place des initiatives visant à structurer la feuille de route pour la mise en œuvre et la résolution des problèmes; de renforcer la collaboration avec les parties prenantes, les partenaires de mise en œuvre, les secteurs d'activités et les organisations internationales; et d'améliorer le processus de gouvernance et la transparence.

Gouvernance

[6] Pour donner suite aux débats et aux recommandations du Groupe de la planification stratégique et du Bureau, s'agissant en particulier de la nécessité de consolider, de préciser et de mieux structurer les processus de gouvernance et de gestion du changement et de renforcer la participation et l'efficacité du Groupe directeur ePhyto, le secrétariat de la CIPV a élaboré une série de mesures clés, qui sont brièvement exposées dans le tableau 1.

Tableau 1. Mesures clés proposées pour le Groupe directeur ePhyto

Action proposée	Résultats escomptés	Produits
Améliorer le fonctionnement du Groupe directeur ePhyto en désignant deux représentants/experts de chaque région	Mobilisation régionale plus importante, participation accrue aux réunions et aux activités du Groupe directeur ePhyto et diffusion plus uniforme des informations liées à la solution ePhyto.	Mandat révisé du Groupe directeur ePhyto pour approbation à la 20 ^e session de la CMP (appendice 1).
Organiser des réunions virtuelles à dimension régionale sur la solution ePhyto en collaboration avec les représentants régionaux du Groupe directeur ePhyto	Une capacité de sensibilisation plus importante avec, à l'appui, un élargissement du Groupe directeur ePhyto et du secrétariat de la CIPV; une mise en œuvre, un suivi et un soutien renforcés; un processus plus efficace pour la collecte d'observations et la clarification des questions techniques; un risque amoindri d'interprétations ou d'évaluations unilatérales.	Une réunion virtuelle régionale ePhyto organisée chaque année à compter de 2026 pour chaque région.
Remanier le Groupe consultatif sectoriel	Inclusion accrue des parties prenantes sectorielles concernées dans les processus de gouvernance; renforcement des mécanismes servant à recueillir les contributions des acteurs sectoriels;	Au moins deux réunions virtuelles du Groupe consultatif sectoriel organisées chaque année et une feuille de

³ FAO. *Investing in Trade Digitalization: The case of ePhyto*. Rome. À ce jour, les pays échangeant des certificats ePhyto en tirent des économies qui se chiffrent, selon les estimations, à un montant compris entre 3,7 et 83,51 USD par certificat. En fonction de l'ampleur des échanges commerciaux et du type de produit échangé, les économies annuelles pourraient se chiffrer en millions de dollars.

⁴ Au total, 88 pays figuraient dans le modèle de financement, mais seuls 72 remplissaient les conditions requises pour qu'une contribution soit attendue d'eux.

	élargissement des possibilités de collaboration et de développement.	route coordonnée pour la mise en œuvre de la solution ePhyto tenue à jour.
Préciser le processus de gestion du changement, y compris en ce qui concerne l'état d'avancement, et en assurer la traduction sur le plan opérationnel	<p>Progrès dans la hiérarchisation des priorités et la planification des activités de développement par les organes directeurs; définition de rôles et de responsabilités bien précis pour la supervision de la solution ePhyto; catégorisation explicite des modifications à apporter pour réaliser des interventions rapides en matière de maintenance et de sécurité tout en évaluant minutieusement les grandes améliorations; établissement d'un cadre de décision normalisé concernant l'évaluation des demandes de modification.</p> <p>Dans les procédures de gouvernance, inclusion, à titre de priorité, de réserves constituées en amont et servant à couvrir les coûts de maintenance pour garantir une continuité à long terme et une prestation de services de qualité.</p> <p>Tenue à jour d'une feuille de route transparente sur les changements. Un référentiel centralisé pour les propositions d'amélioration de la solution, favorisant la traçabilité grâce à l'inclusion, dans le processus de gouvernance, des éléments suivants: évaluation, définition des priorités, approbation et établissement du calendrier des phases.</p>	<p>Gestion du changement approuvée par le Groupe directeur ePhyto.</p> <p>Gestion du changement soumise à l'approbation de la CMP au titre du point 13.1.2 de l'ordre du jour de la 20^e session.</p>
Publier régulièrement des informations actualisées et des données d'expériences de pays	Informations actualisées diffusées à un rythme <i>trimestriel</i> sur le Portail phytosanitaire international pour l'ensemble de la communauté et données d'expériences des pays diffusées à un rythme mensuel.	Informations actualisées ⁵ et données d'expériences ⁶ publiées régulièrement sur le Portail phytosanitaire international

[7] Le mandat révisé du Groupe directeur ePhyto est présenté à l'appendice 1. Il renforce le fonctionnement et comprend des modifications relatives au processus de désignation visant à mettre en adéquation les pratiques avec celles d'autres organes directeurs. La principale modification concerne en particulier la composition du Groupe directeur ePhyto (un représentant de chaque région et cinq experts supplémentaires). S'agissant de la désignation des représentants régionaux, le secrétariat de la CIPV lancera un appel et chacune des sept régions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pourra établir ses propres procédures de sélection de ses représentants régionaux aux postes de membre et de membre remplaçant. Le membre du Bureau de la CMP de la région concernée communique la sélection au secrétariat de la CIPV. S'agissant de la désignation des experts, le secrétariat de la CIPV lancera un appel à experts. Le Bureau examinera les compétences et l'expérience des sept représentants régionaux et sélectionnera des experts qui leur seront complémentaires.

[8] Le Groupe directeur ePhyto peut donner son aval aux changements ayant trait au fonctionnement courant qui s'inscrivent dans le budget de maintenance approuvé. Les changements importants nécessitent quant à eux l'approbation de la CMP, conformément au **cadre de décision** brièvement

⁵ Dernières informations actualisées sur le programme (octobre 2025): <https://www.ippc.int/en/ephyto/ippc-ephyto-solution-programme-updates-october-2025/> (en anglais).

⁶ Dernier billet en date d'une série consacrée aux dirigeants, billet rédigé par une dirigeante des Îles Cook: <https://www.ippc.int/fr/news/leaders-blog-cook-islands-a-small-nation-takes-a-big-leap-towards-digitalization-to-transform-trade/>.

exposé dans le document sur la gestion du changement (point **13.1.2** de l'ordre du jour de la 20^e session de la CMP (2026), portant sur les **propositions relatives à la gestion du changement et à l'amélioration de la solution ePhyto de la CIPV**).

Appui à la mise en œuvre

- [9] La mise en œuvre de la solution ePhyto est divisée en trois étapes:

Étape 1: mise en route

- [10] Appui aux pays en ce qui concerne l'enregistrement, l'approche de mise en œuvre de haut niveau et la présentation des ressources disponibles et des étapes requises. Il est couvert au titre du budget de maintenance du Fonds fiduciaire multidonateurs en faveur de la solution ePhyto. Au cours de la période considérée, le secrétariat de la CIPV a apporté son concours à plusieurs pays en ce qui concerne la mise en route et l'adoption de la solution ePhyto de la CIPV, notamment **le Japon, la Türkiye, Oman, la République de Moldova, les Bahamas et le Guyana**.

Étape 2: assistance technique spécialisée

- [11] Appui dépendant des besoins recensés (en général, besoins de financements externes supplémentaires visant à aider les pays dans des contextes particuliers, besoins de formation spécialisée, etc.).
- [12] Au cours de la période considérée, une assistance technique spécialisée a été apportée à **13 pays de la région de l'Afrique australe** au moyen d'ateliers de formation de formateurs et de séances de soutien individuel ciblé, qui contribuent à une plus grande adoption de la solution ePhyto de la CIPV. L'appui a été exclusivement apporté en Afrique australe et a été financé par une initiative régionale spécifique (STOSAR II).
- [13] Le secrétariat de la CIPV met au point une **série de mesures de mise en œuvre** pour uniformiser les principales étapes de mise en route pour les nouveaux pays et d'adoption du système. Cette série de mesures vise à harmoniser les procédures de mise en œuvre dans l'ensemble des pays, à renforcer la prévisibilité et à améliorer l'efficacité et la rapidité du déploiement de la solution ePhyto. Les prochaines étapes consisteront à perfectionner et à affiner la série de mesures dans l'ensemble des projets de mise en œuvre prévus au cours de l'année à venir et à en assurer ensuite la validation en collaboration avec le Groupe directeur ePhyto et la mise à disposition ultérieure à l'intention des pays et des entités chargées de la mise en œuvre.

Étape 3: mise en œuvre générale

- [14] Appui prêté au moyen d'un financement externe pouvant s'élever à plusieurs milliers d'USD pour un pays donné, portant notamment sur la mise en place d'améliorations complètes à 360 degrés des pratiques des ONPV grâce à une évaluation de la capacité phytosanitaire (ECP), le Campus de la CIPV sur la santé végétale, la mise en œuvre complète de la solution ePhyto, y compris en ce qui concerne l'interopérabilité, et l'achat d'équipement informatique.
- [15] Le secrétariat de la CIPV renforce également les capacités d'appui à la mise en œuvre en créant des **ressources actualisées de formation en ligne**, qui sont rattachées au Campus de la CIPV sur la santé végétale. Ces ressources permettront d'assurer une formation structurée et actualisée des ONPV et d'autres parties prenantes, en couvrant les principaux aspects techniques, procéduraux et réglementaires liés à l'adoption d'ePhyto. L'objectif consiste à permettre aux pays de progresser de manière indépendante grâce à la planification de la mise en œuvre et à la définition des étapes à franchir. Il s'agit aussi de permettre aux utilisateurs de renforcer leurs compétences tout en limitant le temps que les membres du personnel du secrétariat de la CIPV consacrent à cette activité ainsi que les frais de déplacement.
- [16] La Commission européenne a approuvé un nouveau projet ayant pour objet la mise en œuvre complète de la solution ePhyto dans cinq pays d'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad) et des pays européens. Le projet disposera d'une source de financement et d'une équipe ad hoc. Il commencera en janvier 2026 et aura une durée de trois ans.

Il sera mis en œuvre sous la direction d'Expertise France, dont les partenaires dans le consortium seront la FAO et la CIPV, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le projet vise principalement à renforcer le fonctionnement des ONPV au moyen des processus d'ECP et à œuvrer au passage au numérique des processus de certification phytosanitaire en Afrique centrale grâce à la mise en œuvre de la solution ePhyto. Les principales activités comprennent l'établissement d'un cadre opérationnel; la réalisation d'analyses fondées sur les évaluations de la capacité phytosanitaire visant à déterminer les lacunes et les priorités en matière de capacités; l'établissement de capacités nationales pleinement fonctionnelles pour l'échange de certificats phytosanitaires électroniques ePhyto (infrastructure et cadre juridique, notamment); l'élaboration de manuels de procédures; l'exécution d'activités de renforcement des capacités associant exercices pratiques fondés sur des scénarios opérationnels concrets et modules de formation en ligne à suivre en autonomie, mis à disposition par le Campus de la CIPV sur la santé végétale; et la fourniture d'un appui en phase opérationnelle.

Coopération internationale

- [17] Le secrétariat de la CIPV a renforcé sa collaboration avec les organisations internationales, afin de créer des débouchés, d'améliorer l'harmonisation et l'interopérabilité et de mutualiser les ressources permettant de poursuivre la mise en œuvre de la solution ePhyto au niveau mondial (Organisation mondiale du commerce, Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce [STDF], OMD, CNUCED, Alliance mondiale pour la facilitation du commerce, Banque mondiale, Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine [UA-CPI], Union africaine, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture [IICA], Expertise France et beaucoup d'autres organisations).
- [18] L'initiative ePhyto pour l'Afrique⁷, qui a été présentée l'année dernière à la session de la CMP, bénéficie d'un financement initial de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) et est gérée par l'Alliance mondiale pour la facilitation du commerce. Elle complète le projet décrit ci-dessus portant sur l'Afrique centrale et l'Union européenne. Ce soutien permet de mettre en œuvre la solution ePhyto dans six pays pilotes au moyen d'un cadre normalisé et coordonné.
- [19] Le projet consacré au «Renforcement de la certification vétérinaire électronique multilatérale en Amérique latine et dans les Caraïbes» (STDF/PG/856), qui est financé par le STDF, est mis en place sous la direction de l'IICA. Les phases initiales d'analyse et de conception du système sont en cours, le Centre international de calcul des Nations Unies assurant le rôle de principal prestataire technique. Le secrétariat de la CIPV participe à ce projet au titre du rôle qui lui incombe dans les comités consultatifs, en apportant des compétences techniques et en œuvrant en faveur de possibilités d'harmonisation et d'adaptation de la solution ePhyto au titre de la certification vétérinaire. Cette collaboration, une fois opérationnelle, devrait contribuer au renforcement de l'interopérabilité et à des réductions éventuelles des coûts pour les pays participants, tout en garantissant l'adéquation avec les processus établis de gouvernance d'ePhyto.
- [20] Parallèlement, l'application de la plateforme ePhyto pour la certification des produits laitiers entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne est en cours d'expérimentation. Cette initiative donne en outre une occasion d'élargir les possibilités de réutilisation de l'infrastructure technologique existante, ce qui permet de réduire les coûts de mise en œuvre tenant à l'établissement de connexions bilatérales et ad hoc.

Communication

- [21] En 2025, le secrétariat de la CIPV a mené un ensemble d'activités de sensibilisation et de communication, notamment une réunion de travail au Forum public de l'OMC intitulée «La CIPV, ePhyto et l'avenir des échanges commerciaux de végétaux au moyen des outils numériques», qui s'est

⁷ Composition du consortium: secrétariat de la CIPV, UA-CPI, Alliance mondiale pour la facilitation du commerce, TradeMark Africa, STDF, Fédération internationale des semences.

tenue le 17 septembre. Il a également participé à l'exposition de la FAO «Des semences aux aliments» à Rome, du 10 au 13 octobre, exposition durant laquelle la solution ePhyto a été présentée et illustrée par un bref numéro de mime. Parmi les autres activités de communication menées en 2025 figurent la diffusion d'informations ciblées sur les réseaux sociaux et l'élaboration d'études de cas de pays, notamment une étude de cas récente des [Îles Cook](#). L'Équateur et les Bahamas élaborent eux aussi actuellement des études de cas, qui visent à mettre en avant les données d'expériences des pays et les enseignements tirés de la mise en œuvre de la solution ePhyto. De plus, des informations actualisées sur le programme ont été publiées tous les trimestres⁸ sur le site web de la CIPV, afin de fournir régulièrement des informations sur les progrès accomplis, les principales activités et les prochaines étapes à franchir dans le cadre du programme relatif à la solution ePhyto.

Recommandations

[22] La CMP est invitée à:

- 1) *prendre note* du développement constant qui a été assuré et des réussites enregistrées, des progrès réalisés au cours de l'année, de la restructuration de l'équipe spécialisée, du renforcement de la transparence, de l'uniformisation des processus et du plan de travail de la solution ePhyto de la CIPV;
- 2) *approuver* les propositions d'amélioration de la gouvernance;
- 3) *approuver* le mandat révisé du Groupe directeur ePhyto, tel que reproduit à l'appendice 1;
- 4) *prendre note* de la création de la série de mesures de mise en œuvre visant à uniformiser l'appui aux pays utilisant la solution ePhyto de la CIPV;
- 5) *prendre note* des progrès réalisés dans la coopération et la collaboration internationales grâce au lancement de nouveaux projets ayant pour objet la mise en œuvre complète de la solution en Afrique centrale, qui favorisent la pleine mise en œuvre de la solution ePhyto et contribuent à la transformation à 360 degrés des ONPV;
- 6) *prendre note* des progrès accomplis dans la coopération internationale en ce qui concerne l'expérimentation de la réutilisation de la solution ePhyto pour d'autres certifications (eVet, produits laitiers).

⁸ Dernières informations actualisées sur le programme (octobre 2025): [IPPC ePhyto Solution - PROGRAMME UPDATES October 2025 - International Plant Protection Convention](#).

Appendice 1: Mandat révisé du Groupe directeur ePhyto à présenter à la CMP à sa 20^e session (2026)

Contexte et objet

À sa 8^e session (2013), la CMP a créé le Groupe directeur ePhyto pour faciliter la mise en œuvre des certificats phytosanitaires électroniques (certificats ePhyto). En sa qualité de principal organe directeur, le Groupe directeur ePhyto définit les priorités et les éléments précis de la feuille de route pour l'élaboration et la mise en œuvre de la solution ePhyto. Il assure un travail de coordination, d'orientation et de conseil sur les actions à mener par la CIPV pour développer et faciliter l'utilisation harmonisée des certificats phytosanitaires électroniques et leur échange entre les parties contractantes.

Processus

Le secrétariat de la CIPV publiera un appel à candidatures de représentants régionaux et d'experts sur le site web de la CIPV, afin que les organisations nationales et régionales pour la protection des végétaux puissent présenter les candidats choisis pour les représenter au sein du Groupe directeur, ainsi que leurs suppléants. Les candidatures seront présentées au Bureau de la CMP pour examen et approbation.

Le Groupe directeur ePhyto se réunit normalement en ligne tous les deux mois. D'autres réunions ou des réunions en présentiel peuvent être organisées en fonction des exigences du programme de travail. En principe, la majeure partie des régions sera représentée. Cette représentation prendra la forme d'une participation aux réunions ou de l'examen des procès-verbaux des réunions et des documents s'y rapportant.

Composition

Les membres sont sélectionnés pour leurs compétences et leurs connaissances, sur la base d'une large représentation géographique et en tenant compte de l'équilibre femmes-hommes. Le Groupe directeur ePhyto est composé comme suit:

- sept membres ayant la qualité de représentants, ayant une connaissance approfondie des processus de certification phytosanitaire de chacune des sept régions de la FAO;
- jusqu'à cinq membres ayant la qualité d'experts de la solution ePhyto et de la facilitation des échanges (ils seront, dans l'idéal, issus de différentes régions);
- un membre du Bureau sélectionné par ce dernier (à moins que les membres indiqués ci-dessus ne comprennent déjà un membre du Bureau);
- un membre du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités, sélectionné par ce dernier;
- le responsable des produits ePhyto du secrétariat de la CIPV (chargé des relations avec les prestataires techniques et les partenaires).

Le Président est élu par les membres du Groupe directeur ePhyto pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. Les membres du Groupe directeur ePhyto ont eux aussi un mandat de trois ans.

Tous les membres du Groupe directeur ePhyto doivent disposer de temps pour participer activement aux travaux.

Le Groupe directeur ePhyto peut inviter d'autres experts à traiter de certains sujets ou problèmes. Il peut inviter des observateurs externes, selon les besoins.

Le Groupe directeur ePhyto peut, selon les besoins et sous sa supervision, mobiliser des connaissances spécialisées ou mettre en place des dispositifs d'appui concernant certaines tâches.

Le secrétariat de la CIPV fournira un appui à l'exécution des fonctions du Groupe directeur ePhyto, exécution qu'il coordonnera et facilitera.

Les membres du Groupe directeur devraient être sélectionnés en fonction des critères suivants:

- Participation démontrée à des processus de certification phytosanitaire et de vérification dans le cadre d'exportations ou d'importations.
- Connaissances spécialisées reconnues concernant les NIMP 12 (Certificats phytosanitaires), 13 (Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence) et 7 (Système de certification phytosanitaire).
- Connaissances spécialisées reconnues concernant les normes internationales liées à la certification phytosanitaire et les réglementations commerciales relatives aux produits végétaux.
- Expérience attestée en matière d'exploitation des systèmes nationaux de certification phytosanitaire.
- Expérience attestée de la mise en œuvre de la solution ePhyto et du renforcement des capacités.
- Compétences souhaitables: bonne connaissance des systèmes de technologies de l'information, notamment des services web et de la communication de données.

Fonctions (tâches)

Le Groupe directeur ePhyto assume les fonctions suivantes:

- ❖ cerner les problèmes de gouvernance et recommander des solutions au Bureau pour décision;
- ❖ déterminer les modifications techniques à apporter et préparer et soutenir leur mise en œuvre, en tenant compte des éléments suivants:
 - le modèle de la structure de gouvernance et le cadre de décision;
 - la disponibilité des fonds;
 - l'importance des modifications, en tenant compte de la qualité des services et des principales priorités en matière de sécurité;
 - l'incidence des modifications sur les utilisateurs finaux;
 - les avantages attendus des modifications;
- ❖ suivre l'exécution du budget de la solution ePhyto en fonction des priorités convenues;
- ❖ promouvoir l'ambition multilatérale et l'utilisation d'ePhyto, et apporter un soutien et s'associer de manière active au maintien d'une approche en matière de mise en œuvre partagée par toutes les parties prenantes et d'une communication cohérente entre celles-ci;
- ❖ déterminer les besoins en matière de mise en œuvre des NIMP liées à ePhyto;
- ❖ examiner et approuver régulièrement les termes et les codes officiels harmonisés à utiliser dans ePhyto;
- ❖ contribuer au renforcement des capacités dont disposent les parties contractantes pour mettre en œuvre la solution ePhyto:
 - en élaborant des ressources types que les parties contractantes pourraient utiliser pour faciliter la mise en œuvre de la solution ePhyto;
 - en contribuant et en apportant sa collaboration à l'organisation de webinaires et d'ateliers réguliers consacrés à ePhyto, afin d'améliorer l'adoption, le partage de pratiques et le recueil d'observations dans toutes les régions de la FAO;
- ❖ définir et perfectionner des initiatives visant à assurer la transposition à plus grande échelle et la viabilité de la solution ePhyto;
- ❖ aider le secrétariat à élaborer des propositions visant à répondre aux besoins en matière de financements et de ressources;

<ul style="list-style-type: none">❖ recenser les possibilités de communication, de sensibilisation et de promotion concernant ePhyto;❖ s'associer aux initiatives de certification électronique en collaboration avec d'autres organisations et entités du secteur productif aux niveaux international ou régional;❖ assumer d'autres fonctions afférentes définies par la CMP.
Date de démarrage et période d'activité prévues Le programme de travail et le mandat du Groupe directeur ePhyto seront mis en place pour une période de trois ans.
Résultats escomptés Découlent des fonctions définies ci-dessus.
Rapports Le secrétariat de la CIPV, au nom du Groupe directeur ePhyto, fait rapport au Bureau de la CMP et à la CMP.
Financement Pour mener à bien ce travail, les participants sont autofinancés. Si des ressources extrabudgétaires sont disponibles et allouées à la solution ePhyto, le secrétariat de la CIPV examinera la possibilité de fournir une aide financière aux participants qui répondent à certains critères établis par la CIPV concernant l'aide aux pays en développement.

Les appellations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.